CAUSE COMMUNE

NEFAC-QC **Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est** NEFAC-MTL

Numéro 2, Mai - Juin 2004

PARCE QU'ON EST TOUS ET TOUTES DANS LE MÊME COMBAT!

POURQUOI NOUS FÊTONS LE 1ER MAI: DE HIER À AUJOURD'HUI

Il n'y a pas beaucoup de gens qui savent pourquoi le 1 mai est devenu la journée internationale des travailleurs travailleuses et pourquoi nous devons aujourd'hui célébrer. Tout a commencé il y a plus d'un siècle, quand l'American Federation of Labor (AFL) adopta une résolution historique revendiquant que la journée de huit heures constitue la journée légale de travail à partir et après le 1 mai 1886.

Pendant les mois précédant le printemps 1886, des milliers de travailleurs-euses entrèrent en lutte pour la journée de travail plus courte. Ouvriers qualifiés ou non, hommes, femmes, Noirs, Blancs, immigrants, autochtones, tous et toutes devenaient de plus en plus impliquéEs. Le mouvement pris ainsi une ampleur sans précédant et la grève nationale fut appelée pour le 1 mai 1886 partout où la journée de huit heures avait été refusée.

Ce furent donc trois cent cinquante mille travailleurs de onze mille cinq cent soixante-deux entreprises à travers tout le pays qui se mirent en grève. À Detroit, onze mille personnes défilèrent pour obtenir la journée de huit heures. À New York, ils étaient ving-cinq mille à participer sur Broadway à une retraite aux flambeaux emmenée par les trois mille quatre cents membres du syndicat des Boulangers. (1)

À Chicago seulement, quarante mille personnes firent grève. Cette ville avait été le centre principal de toute l'agitation, et ici les anarchistes étaient au premier rang du milieu syndical. Si le mouvement ouvrier était devenu si fort, c'est sans aucun doute grâce à leur militantisme acharné.

Le 1 mai 1886, toute l'activité ferroviaire de Chicago avait été arrêtée et la plupart des entreprises furent paralysées. La ville devint le théâtre de nombreuses violences entre les grévistes, la police et les briseurs de grève. Le 3 mai, alors qu'il y avait bataille générale devant les locaux de l'usine McCormick, la police tira dans la foule faisant plusieurs blessés et quatre morts. Suite à cet évènement, un appel à la revanche fut rédigé par des anarchistes et un rassemblement était prévu le 4 mai au soir au Haymarket Square de Chicago.

Trois mille personnes se rassemblèrent paisiblement. Le temps étant orageux, les gens commençaient à se disperser et il ne restait à peine que deux cent personnes quand un détachement de cent quatre-vingts policiers s'avança pour ordonner d'évacuer le square. C'est alors qu'une bombe explosa au milieu des policiers, faisant soixante-six blessés dont sept allaient plus tard mourir.

Un vent de répression souffla alors sur Chicago. La presse urgeait la police d'arrêter les socialistes et les anarchistes qui étaient pour elle les seuls coupables. Les réunions syndicales, les imprimeries et les maisons de militants furent la cible des rafles policières. Plusieurs individus sympathisants à l'anarchisme furent arrêtés et torturés.

Éventuellement, huit anarchistes furent arrêtés sans preuve. Jusqu'à aujourd'hui, on ne sait toujours pas avec certitude qui a effectivement lancé la bombe. Ce qui est sûr toutefois, c'est qu'aucun d'eux n'étaient sur les lieux ce soir là, sauf Fielden qui était sur la tribune.

Ils ont été arrêtés pour leurs idées anarchistes et parce qu'ils étaient d'excellents organisateurs syndicaux. En fait, aucune preuve n'avait été portée contre eux. Mais les autorités croyaient, au moment du procès, qu'une telle persécution briserait les reins du mouvement pour la journée de huit heures. En 1887, quatre des anarchistes accusés furent donc pendus. Un d'entre eux, Louis Lingg, un jeune charpentier de 21 ans, se suicida dans sa cellule avec un bâton de dynamite. Les autres, après avoir passé six années en prison, obtinrent pardon et furent libérés par le gouverneur Altgeld. Le pardon leur avait été accordé, selon les mots du gouverneur, parce qu'ils avaient été victimes d'un procès caractérisé par "l'hystérie, un jury partial et un juge biaisé". Ils étaient donc innocents.



Ce jour fut une fois une journée où les travailleurs-euses de partout dans le monde ont démontré leur force, ont proclamé leurs idéaux et célébré leurs victoires.

Le 1 mai est depuis la journée internationale des travailleurs-euses pour se rappeler du sacrifice des anarchistes de Chicago. Mais aujourd'hui, plus d'un siècle après les évènements, où en sommes-nous?

Le 1 mai est une fête peu connue, donc généralement peu fêtée. Le petit nombre de gens qui se mobilisent le font sans grand écho. Le 1 mai n'est plus une journée pour la grève générale, mais une marche paisible dans les rues, sans grande revendication sociale. Pourtant, il faut se rappeler que ça n'a pas toujours été comme ça. Que ce jour fut une fois une journée où les travailleurs-euses de partout dans le monde ont démontré leur force, ont proclamé leurs idéaux et célébré leurs victoires.

C'est important de se rappeller "qu'autrefois c'était comme ça...", parce que nous pouvons le refaire. Au Québec, c'est depuis 1973, moment de la dernière grève générale dans la province, que nous avons décidé de reprendre les rues à chaque premier mai. Cette année, nous serons 5-6, voire 10 fois plus de personnes à manifester que lors des dernières années. Et ce n'est pas les revendications sociales qui manquent! Alors qu'il est possible de s'opposer aux multiples coupures qui font partie du plan de réingénérie de Charest, c'est avant tout l'ensemble d'un gouvernement qu'il faut faire tomber! Dans les luttes, c'est le moment de construire des contre-pouvoirs qui s'afficheraient comme clairement indépendants face aux patrons et aux politiciens. Il nous faut une presse *révolutionnaire* pour faire le poids contre le Journal de Montréal, des assemblées de quartier pour faire vivre une démocratie qui n'a jamais existé à l'assemblée nationale, une solidarité syndicale qui rassemblerait l'ensemble des travailleurs-euses et les sans-emploi. Il est question ici d'outils de changement, de changement radical et durable.

Nous avons besoin aussi de politiques révolutionnaires. D'un projet de société qui serait à la fois socialiste et libertaire où le pouvoir serait basé dans des conseils populaires, établis sur l'ensemble des lieux de travail et dans toutes les communautés. D'un projet de société dans lequel plus personne ne sera forcéE de coucher dans la rue, de rester affaméE pendant qu'il y a abondance ; d'une société dans laquelle chacunE aura le droit de vivre, car la richesse sociale sera partagée.

En 1886 à Chicago, l'État avait, selon les mots du procureur, mis "L'anarchie en procès" et espérait que la mort des accusés entraînerait aussi la mort des idées anarchistes. Mais les idées anarchistes ne sont pas mortes à Chicago en 1887. Aujourd'hui, elles inspirent une nouvelle vague de luttes contre le capitalisme.

Joignez-vous à la lutte.

1) Zinn, Howard.- **Une histoire populaire des États-Unis, 1492 à nos jours** .- Éditions Lux, 2002 .- p.313

CONSEIL D'UN VIEUX CAMARADE

Voici, pour la première fois, la chronique "Conseil d'un vieux camarade" où Cause Commune se réfère à unE camarade faisant partie de l'histoire du mouvement anarchiste pour répondre à certaines de vos interrogations. Que ce soit sur l'actualité sociale, les conflits internationaux, les idées politiques ou les problèmes quotidiens, les anarchistes (même ceux et celles qui sont mortEs!) ont des réponses pour vous.

Pour cette première chronique, ce sera Errico Malatesta, anarchiste italien, qui nous donnera conseil. Malatesta fut très influencé par les idées insurrectionnelles au début de sa vie, mais fit un passage à la tendance communiste libertaire après l'échec de quelques insurrections auxquelles il avait participé. C'est à ce moment qu'il reconnaîtra la nécessité de former une organisation politique spécifiquement anarchiste pour participer de façon efficace et coordonnée aux luttes sociales de la classe ouvrière. En 1920, Malatesta fut chargé par l'Union Anarchiste Italienne (U.A.I.) d'écrire une "Déclaration de Principes". Ce texte, qui a été basé sur d'autres écrits du même type par Malatesta antérieurement dans sa vie, devint l'influent Programme Anarchiste.

Malgré son adhésion à une tendance organisationnelle de l'anarchisme, Malatesta a été critique de la Plateforme Organisationnelle des Communistes Libertaires rédigée en 1926 par un groupe de révolutionnaires exilés de la Russie, Dielo Trouda, dont faisait partie Nestor Makhno. Dans l'ensemble de sa vie, Malatesta fut un anarchiste des plus actifs, tant dans la production de propagande que dans sa participation sur le terrain des luttes et ce, malgré la répression de l'état italien qui était à son plus fort durant le régime de Mussolini. Le périodique pour lequel il a le plus écrit, Umanità Nova, existe encore aujourd'hui comme l'organe de la Fédération Anarchiste Italienne (F.A.I.). Étant donné que ceci est la première chronique, nous ne traiterons pas d'une interrogation spécifique d'unE lecteur-trice, mais plutôt nous allons (avec Malatesta!) répondre à une question qui nous a été posée constamment depuis la création de la NEFAC en 2000. Pourquoi l'organisation? Ou plus précisément, pourquoi l'organisation anarchiste? Anarchie et organisation ne sont-ils pas deux concepts contradictoires?

SELON MALATESTA :

"Il suffit de voir ce qui s'est toujours passé entre nous : moins nous sommes organisés et plus nous nous sommes retrouvés soumis à la volonté d'un individu. Et il est naturel qu'il en soit ainsi... Donc, bien loin de créer l'autorité, l'organisation est la seule solution contre l'autorité et la seule manière de faire en sorte que chacun d'entre nous s'habitue à prendre une part active et consciente au travail collectif et cesse d'être un instrument passif dans les mains des chefs... Mais, nous dit-on, une organisation, cela suppose l'obligation de coordonner sa propre action avec celle des autres, ce qui viole et entrave l'initiative. Il nous semble, à nous, que ce qui prive réellement la liberté et rend l'initiative impossible, c'est l'isolement qui réduit à l'impuissance. La liberté n'est pas le droit abstrait, mais la possibilité de faire quelque chose: c'est vrai pour nous (anarchistes*), et aussi pour la société en général. C'est dans la coopération avec les autres que nous trouvons la raison d'être de notre activité et de notre pouvoir d'initiative**."(1)

*note de Cause Commune
**La dernière phrase a été changée. Le 'nous' remplaçons 'les hommes'.

SELON LA NEFAC :

Anarchie et organisation ne sont que deux termes contradictoires si l'on se base sur une interprétation faussée de ce qu'est l'anarchie. Les milieux académiques en ont fait un idéal abstrait qui sert plus à faire de la gymnastique philosophique que d'amener une compréhension du capitalisme et de comment s'y opposer. Les milieux contre-culturels en ont fait une éthique de vie, certes attrayante pour certainEs, mais impraticable pour l'ensemble de la société, ce qui a causé sa marginalisation. Une lecture claire de l'histoire du mouvement anarchiste*** démontrera qu'au contraire, anarchie et organisation ont toujours été liées et que l'anarchisme a joué un rôle significatif dans des bouleversements de l'organisation sociale, que ce soit lors de la Commune de Paris, durant la Révolution russe ou au moment de la Guerre civile espagnole.

Depuis 2000, les militantEs de la NEFAC se sont regroupéEs sous une plateforme commune pour élaborer des stratégies d'implication collective dans des luttes que nous jugeons importantes pour construire des pouvoirs populaires. Ce sont les luttes du travail, de la communauté et de l'immigration. Même si elle est imparfaite, notre organisation anarchiste a été en mesure d'avoir un certain impact sur ces luttes, chose qui aurait été impossible si l'on avait continué à militer dans l'isolement.

***Voir 'Ni dieu, ni maître' une anthologie de l'anarchisme de Daniel Guérin
1) L'Agitazione, 11 juin 1897

Vous pouvez demander un "Conseil d'un vieux camarade" en écrivant à mtl@nefac.net ou par la poste à : Cause Commune, BP 32018, CP St-André, Montréal, Canada, H2L-4Y5

L'ANARCHIE DE A À Z

"B" COMME BOURGEOISIE

Le 1er mai commémore la journée internationale des travailleurs et des travailleuses. C'est un moment privilégié pour affirmer l'importance de nos luttes et de nos combats. Si nous marchons dans les rues, c'est aussi pour montrer notre force collective à notre ennemi de toujours : la bourgeoisie.

La bourgeoisie?

Si l'on accepte le fait qu'il y a une classe ouvrière, formée des esclaves modernes (les salarié-es) et d'une armée de réserve malléable à souhait (les sans-emplois), il est tout aussi logique de se poser la question suivante : qui accapare le fruit de notre travail collectif? Une classe, peu nombreuse , transforme notre temps et notre labeur en richesse, l'accumule et la fait fructifier. Elle ne nous laisse que des miettes, tout juste de quoi nous empêcher de crever de faim, d'étouffer sous nos dettes ou de nous révolter. Cette classe de parasites, c'est la bourgeoisie.

La bourgeoisie prend plusieurs visages, revêt différents habits. Tous les bourgeois n'ont pas le même pouvoir dans la société, mais ils ont tous en commun d'en avoir sur leurs salarié-es . Contrairement aux prolétaires, qui ont souvent de la misère à identifier leurs intérêts communs, les bourgeois savent immédiatement reconnaître les leurs lorsqu'ils flairent le danger. Leur classe est forte parce qu'elle arrive à nous diviser, à faire régner la terreur sous prétexte de faire respecter la loi et l'ordre. Malgré ses prétentions, la bourgeoisie est loin de se préoccuper du " bien commun ". Pas besoin d'aller bien loin pour réaliser que la seule loi qui compte à ses yeux, c'est celle plus fort; que le seul droit qui importe vraiment, c'est son sacro-saint droit de propriété. Pour veiller sur ses profits, elle s'est dotée d'un État, d'institutions politiques , économiques et sociales, d'un appareil de répression sophistiqué fait de prisons, d'armées professionnelles, de services policiers publics et privés.

Après 200 ans de règne, interrompu par de trop brefs moments révolutionnaires, on peut dire sans se tromper que la bourgeoisie a modelé le monde à son image. Ses valeurs sont à l'opposé des nôtres : compétition, individualisme, recherche absolue du profit. Il suffit de regarder autour de nous pour constater à quel point l'idéologie bourgeoise a contaminé l'ensemble de la société. CertainEs travailleurs-euses ont totalement assimilé le point de vue de la bourgeoisie, cultivant du même souffle une attitude méprisante à l'endroit des autres membres de la classe ouvrière. Les préjugés sur les " maudits BS " sont là pour en témoigner. Il faut mettre un terme à ces comportements, tout comme à la collaboration de nos organisations de défense collective (les syndicats) avec la bourgeoisie. Que les choses soient claires : nous avons des intérêts différents. Pas question de se laisser avoir par les mirages du système capitaliste, de se laisser berner par les soi-disantes vertus de la " concertation ".

Une minuscule élite possède tous les outils de développement, l'ensemble des moyens productifs. Si nous sommes communistes libertaires, c'est que nous considérons que tout ce qui est le résultat du travail collectif doit appartenir à la collectivité. En d'autres mots, ce qui appartient actuellement à la bourgeoisie est le produit combiné du labeur de notre classe et doit, par conséquent, être géré collectivement. C'est nous qui produisons, c'est nous qui devons avoir la possibilité de décider la nature de cette production. C'est ce que nous appelons l'autogestion.

Avant de prendre le pouvoir sur la surface de la terre, la bourgeoisie s'est débarrassée par la force de l'ancienne clique dirigeante (la noblesse et l'aristocratie). Nous devrons toutes et tous en faire de même si nous souhaitons transformer le monde en s'appuyant sur nos valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. En d'autres mots, reprendre ce qu'on nous doit pour enfin vivre à la mesure de nos désirs et de nos projets.

CAUSE COMMUNE

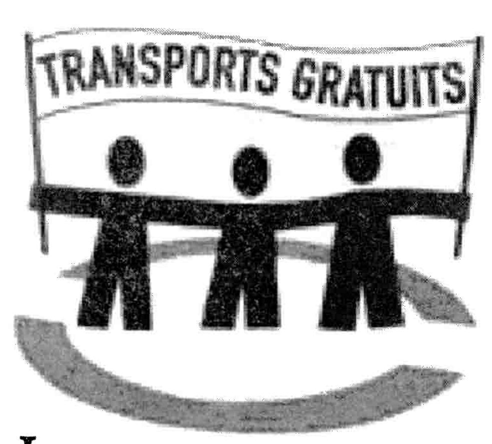
Vous tenez entre les mains Cause Commune, le nouveau journal francophone de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). Publié à 3000 copies tous les deux mois, Cause Commune sert de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles.

Dans chaque numéro, vous trouverez de l'information et des analyses touchant les principaux axes de travail de la NEFAC, mais également des chroniques régulières sur la pratique et les idées anarchistes. Cause commune ne remplace pas Ruptures (notre revue théorique), dont le prochain numéro doit sortir ce mois-ci. Notre nouvelle publication se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Vous avez aimé la lecture de Cause Commune? Vous désirez le diffuser dans votre milieu de travail, votre école ou votre quartier? Vous avez des idées d'articles ou des illustrations à proposer? Écrivez-nous! La presse anarchiste a besoin de votre soutien.

* * *

Collectif anarchiste La Commune
Montréal: mtl@nefac.net
Collectif anarchiste La Nuit
Québec: nefacquebec@yahoo.ca



POUR UN TRANSPORT EN COMMUN GRATUIT POUR TOUS ET TOUTES

La grève de la STM de novembre 2003, ainsi que la récente augmentation des tarifs nous rappellent que la question des transports nous touche toutes et tous, en tant qu'employé-e ou usager-e. En Belgique et en France, des anarchistes, des collectifs d'usagers agissent en faveur de la gratuité. Quelles sont les raisons de revendiquer la gratuité à Montréal et ailleurs ?

ÉGALITÉ

Pour les 33 % des montréalais-e-s qui n'ont pas de voiture, les transports en commun sont le seul moyen de se déplacer : la gratuité, c'est l'égalité d'accès pour tous et toutes, c'est la liberté de circuler. Aujourd'hui, ce sont pour les personnes les plus défavorisées que les transports reviennent le plus cher, puisqu'elles ne bénéficient pas, dans le cadre de leur emploi, de voiture de fonction, d'indemnités de déplacement…. Et cette inégalité face aux transports s'accroît suite aux augmentations de tarif de la STM, dont la hausse récente de 4 % du tarif de la carte mensuelle est bien supérieure aux hausses de salaire. Les réductions pour les personnes de 18 à 25 ans (que la municipalité montréalaise a dû lâcher sous la pression des revendications) ne nous satisfont pas. D'autres usager-e-s ont des difficultés pour payer, et nous refusons une logique de charité publique.

ALTERNATIVE À LA VOITURE

Par ailleurs, il est évident que le choix du tout- voiture se révèle catastrophique : pollutions diverses, centre-ville engorgé, urbanisme en conséquence. L'idée de la gratuité n'a pourtant jamais frôlé l'esprit des décideur-es politiques (entre autres), alors que des exemples de villes aux transports en commun gratuits ont montré une multiplication par 4 ou 5 de leur utilisation (comme la ville belge d'Hasselt). Dans cette optique, il faudrait bien sûr prendre en compte cette hausse en augmentant la fréquence des bus et le nombre de lignes.

PAS DE TICKET = PAS DE TICKET!

Enfin, nous savons que la plupart des altercations, des agressions dans les bus ainsi que dans le métro sont en rapport avec la perception et le contrôle des tickets. La gratuité réduirait fortement la dégradation des relations entre conducteur-trice-s et usager-e-s. Elle éviterait également aux chauffeurs/euses le rôle de contrôleur que leur impose la direction en obligeant les passager-e-s à rentrer par l'avant du bus. La gratuité remettrait également en cause les projets de plus en plus sécuritaires dans les transports, comme la vidéosurveillance.

QUI PAYE QUOI ?

Toute production a bien sûr un coût, et la gratuité est toute relative. Mais aujourd'hui, ce sont essentiellement les parts des budgets municipaux et des subventions diverses qui financent les transports en commun, et non pas les tickets et abonnements. Ce que nous payons en tant qu'usager-e-s ne se base que sur le principe de "tout se paye ". De fait, des économistes (loin d'être révolutionnaires) estiment les recettes de tickets égales au coût des machines de compostage, de leur entretien, des contrôleurs… Nous payons donc notre contrôle ! Ainsi, toujours dans la même logique, l'acharnement envers les contrevenant-e-s pour qu'ils/elles paient leurs amendes coûte plus cher en procédure que le montant de l'amende. Plus globalement, pour la société, le coût des infrastructures pour la circulation et le stationnement des voitures n'est pas comparable à celui des transports en commun. A Hasselt, ville belge de 70 000 habitants, la commune a choisi la gratuité des transports à la construction de parking. A Vitré, ville française, depuis le 1er mai 2002, les bus sont gratuits. La ville versait environ 250 000 $ à la régie de transport alors que les recettes sur les tickets et abonnements s'élevaient à 30 000 $.

POUR UNE MEILLEURE GESTION

À Montréal, les transports sont à la charge de la STM. Comme toute entreprise capitaliste, son but est de produire au moindre coût, ce qui se traduit par la dégradation des conditions de travail des salarié-e-s et de la qualité des services. Les services publics n'ont pas vocation à générer du profit pour des actionnaires mais à satisfaire les besoins de toutes et tous. Il est temps de se réapproprier les transports en commun et les services publics en général. Leur fonctionnement et leur développement doivent être choisis et contrôlés par celles/ceux qui y travaillent et celles/ceux qui les utilisent, par la gestion directe.

Lien utile :
http://ratp.samizdat.net, site du Réseau pour l'Abolition des Transports Payants.

LES TRAVAILLEUR-EUSE-S MIGRANT-E-S

UNE MAIN D'ŒUVRE SEMI-ESCLAVE

Chaque année il y a plus de 14 000 travailleur-euse-s saisonniers en provenance du Mexique qui viennent entacher leurs mains sur les terres canadiennes. Les faits sont révélateurs: les pays dits industrialisés ont une population vieillissante en pleine expansion et comme le système capitaliste nécessite une main d'œuvre bon marché, forte et en bonne santé pour que ses industries continuent efficacement d'alimenter ce même système, Immigration Canada, importe chaque année des travailleur-euse-s saisonniers.

En effet, au Canada, une partie du secteur agricole, le secteur maraîcher, dépend structurellement de la main d'œuvre mexicaine et caribéenne. Les productions de tomates, concombres, laitues, piments, tabac et pommes, n'existeraient pas ou du moins n'auraient jamais connu l'expansion qu'ils ont connu sans les travailleur-euse-s migrants, dont 45% viennent du Mexique.

Ces travailleur-euse-s participent à un programme mis sur pied par le gouvernement canadien qui se nomme Programme de travailleur agricole temporaire (PTAT). Légalement et économiquement, ce programme permet aux paysans de gagner en 8 mois ce qu'ils-elles auraient gagné en 5 ans au Mexique. Mais en définitive et ce, sous le couvert démagogique de l'aide apportée aux populations pauvres, ce programme leur enlève néanmoins énormément de liberté pour ne pas dire qu'il les rend semi esclaves. C'est en 1966 que ce programme a débuté, dû aux pressions des producteurs canadiens. À cette époque, c'était seulement les travailleur-euse-s des Caraïbes qui étaient inclus dans ce programme, mais depuis 1974, le Mexique aussi en fait partie.

En fait, se sont surtout les conditions imposées par le programme, qui transforment les travailleur-euse-s saisonier-ères en semi esclaves. Les producteurs veulent d'une main d'œuvre résistante physiquement, rapide, habile, disponible, de confiance, bref docile. Des gens, qui, pris à la gorge, sont incapables d'abandonner leur travail. La plupart des serres dans lesquelles ils/elles sont employé-e-s couvrent des hectares entières. La température de ces serres peut s'élever jusqu'à 40 Celsius en été et avoir une humidité relative de 90%.

Durant les récoltes ils-elles travaillent de 18 à 20 heures par jour et ce sans journée de congé ni avantage monétaire pour les heures supplémentaires. Ces mêmes travailleur-euse-s doivent utiliser des pesticides toxiques sans l'équipement de protection, car il n'est pas fourni. Sur certaines fermes il n'y a même pas d'eau pour se laver les mains après l'utilisation de ceux-ci, et ce, même à l'heure du lunch. Ils et elles doivent payer pour leur chambre ou leur simili espace d'habitation, bien que ces espaces soient fournies par les producteurs. On se croirait dans une plantation de canne à sucre au 19ième siècle... De plus, ils-elles doivent payer des cotisations à l'assurance-chômage, mais inutile de dire qu'ils n'en verront jamais la couleur. Les syndicats sont interdits et la grève aussi. Tout ce qui est permis, c'est le travail. José Nicolas Pichon, un travailleur qui a travaillé plus de six ans en Ontario a dit: " Si tu protestes ou que tu tombes malade, on te renvoie au Mexique. "

Le système capitaliste a besoin de main d'œuvre et les gouvernements en fournissent. Le "bétail" est entassé et renvoyé lorsqu'on en a plus besoin. La population est ni plus ni moins consommée et jetée, marchandisée. Si les gens du sud viennent vers le nord c'est qu'ils et elles fuient la guerre, la faim ou la répression. Les travailleur-euse-s agricoles, les sans-statuts, qu'ils ou elles soient algérien-ne-s, congolais-aises, pakistanais-aise, colombiennes, palestinien-ne-s, mexicain-ne-s viennent seulement chercher la dignité et un moyen de survivre, un espace pour leur enfant. La légitimité des frontières des états du monde a été tracée par la cupidité des capitalistes et le sang des populations locales, il est normal qu'aujourd'hui tout soit si instable…



Sur les lignes:

CHRONIQUE SYNDICALE

L'actualité syndicale est prise par la lutte contre le gouvernement Charest (boycott des Forums régionaux, contestations juridiques, vote de grève générale), le tout sur fond de négos dans le secteur public. Bref, la conjoncture est lourde de conflits. Pourtant, les luttes dans les entreprises se poursuivent, sans qu'on y porte trop attention.

SERGE SAVARD DANS DE BEAUX DRAPS

Le chandail de l'ancien joueur de hockey Serge Savard s'est retrouvé au 'Temple de la honte' à la mi-avril (en pleine série Canadien-Bruins!). C'est que le bonhomme est l'un des principaux actionnaires (à 49%) de l'hôtel Marriott Château Champlain au centre-ville de Montréal. En lock-out depuis le 16 février, les employéEs voulaient ainsi dénoncer le manque de respect de la direction. Récemment affiliés à la Fédération du commerce (CSN), les syndiquéEs du Château Champlain veulent rejoindre les conditions de travail de leurs camarades et, surtout, faire coïncider la fin de leur convention collective avec celle des autres syndicats CSN. Le boss ne veut évidemment rien savoir et se permet d'être très baveux. Ainsi, il a épluché chaque convention de la CSN, a fait ressortir tous les éléments les moins avantageux et les a proposés à ses employéEs en spécifiant que chaque refus entraînerait une diminution de l'offre. L'hôtel, qui n'a pas fermé, est sensé fonctionner avec des "bénévoles" dont certains sont directeurs de grands hôtels dans leurs temps libres... Si vous voulez en savoir plus, vous pouvez aller visiter le site du syndicat (http://www.sttmcc.com) qui aime bien la visite et demande de venir le soutenir sur les lignes (1, Place du Canada, Montréal).

LES USINES DE TEXTILE NE FONT PAS QUE FERMER

On est plutôt habitué à voir les usines de textile fermer et les syndicats faire des pieds et des mains pour "sauver les emplois", comme à Cavalier Textile en estrie où la CSD tente de former une coopérative ouvrière pour sauver l'usine. Pourtant, il y a encore des usines qui ouvrent et des syndicats qui se forment! China Worldbest, une multinationale chinoise, s'est installée à Drumondville il y a trois ans (c'est la mondialisation à l'envers!). À l'origine, l'usine, qui produit du fil, devait rapidement embaucher jusqu'à 300 personnes, mais le nombre de salariéEs n'a jamais dépassé 125. L'usine ne survivrait que grâce aux injonctions de fonds de sa société mère (qui ne veut pas perdre les 45 M$, dont 15 venant de subventions gouvernementales, investi dans la construction de l'usine). Tout cela n'a pas empêché, au contraire, les salariéEs de se joindre au Syndicat du vêtement, du textile et autres industries (SVTI-FTQ) qui compte déjà quelque 12 000 membres au Québec. Les négociations ont été difficile puisque la première convention collective n'a été signée qu'un an plus tard, le 21 avril dernier. Selon un porte-parole syndical, "(les dirigeants de l'usine) nous ont dit qu'ils n'appréciaient pas notre présence. C'est une culture totalement différente. Les dirigeants nous disaient qu'ils aimeraient mieux avoir des immigrants chinois comme travailleurs dans l'usine." Le contrat prévoit des augmentations de 15,7% sur deux ans ce qui amènera les salaires à la moyenne des syndiquéEs de l'industrie textile dans la région (14$/heure).

GRÈVE CONTRE LA FLEXIBILITÉ CHEZ AGROPUR

Les 200 travailleurs et travailleuses des usines de Plessisville et Notre-Dame-du-Bon-Conseil d'Agropur -- une "coopérative" bien de chez-nous qui se comporte comme une multinationale-- ne veulent rien savoir de la "flexibilité". Pour être sûr d'être bien compris, ils et elles ont voté une grève générale, la première depuis 1981, à 97% après avoir rejeté "l'offre" patronale à 99%. Les deux usines, qui transforment 15% du lait québécois, sont syndiquées à la CSD et négocient en même temps depuis 1983 (elles ont la même convention). Aujourd'hui, Agropur veut scinder la négociation en deux et réduire les paiements pour le temps supplémentaire en embauchant des occasionnels et en mettant la semaine de travail sur 7 jours au lieu de 5. " Ils veulent séparer les deux unités pour mieux régner et pour mieux nous affaiblir. Ils veulent nous mettre des horaires de travail sur sept jours, alors qu'on a des horaires de travail du lundi au vendredi ", s'indigne le président du syndicat, Jean-Guy Lefebvre. Avec le nouvel horaire de travail, les employéEs perdraient 11 000$ par année en temps supplémentaire (rien que ça!). On comprend que ça ne fait pas l'affaire des syndiquéEs qui sont en grève depuis le 7 avril...



GRÈVE DANS UN CENTRE DE TRAVAIL ADAPTÉ

Ça fait longtemps que tout le monde sait que les programmes de réinsertion à l'emploi sont des pépinières à cheap labor et que les "participantEs" à ces mesures se font littéralement exploiter. Les boîtes qui embauchent des handicapéEs sont sans doutes les pires de toutes. La situation est cependant peut-être appelée à changer, des syndicats se formant de plus en plus dans les patentes d'économie sociale et de réinsertion. C'est le cas, entre autre, de l'Atelier la flèche de fer, à Québec, un centre de travail adapté qui produit de la peinture industrielle. Là-bas, la quarantaine d'employéEs handicapéEs se sont syndiquéEs à la FTQ et sont actuellement en grève générale illimitée. C'est que le boss ne leur offre que 56¢ d'augmentation sur trois ans, ce qui porterait leur salaire à la mirobolante somme de 8,50$/heure (15 000$/année). Quand on sait que le gouvernement subventionne chaque job à 115% du salaire minimum (soit 8,57$/heure), la situation est proprement scandaleuse. Selon le syndicat, les employéEs se font exploiter et ils et elles devraient être traitéEs comme n'importe quel autre salariéE. Espérons que leur exemple fera tache d'huile.

* * *

Au moment d'écrire ces lignes (26 avril 04), il y avait plus de 1 653 prolos en grève ou en lock-out dans la "belle province"

